



F.S.U.

En finir avec les idées fausses sur la Fonction Publique!

A l'heure où le « fonctionnaire bashing » semble à la mode et où il est de bon ton de croire ou feindre de croire, que la fonction publique coûte trop cher pour si peu d'efficacité, il est urgent de rétablir quelques vérités!!!

En 2008, tous les observateurs ont souligné qu'en France, si l'impact social de la crise avait été moins fort, c'est parce que nous avons des services publics « encore » développés. Cette remarque semble désormais oubliée! Nous sommes passés en quelques années d'une crise due à la spéculation effrénée et à la financiarisation de l'économie à une crise de la dépense publique. Pourtant le rapport annuel sur l'état de la Fonction publique publié le 15/11/16 met à disposition de l'ensemble des citoyens des données très utiles au débat public. En effet, l'édition 2016 de ce rapport comporte les statistiques complètes relatives à l'emploi et aux salaires des personnels de la Fonction Publique pour l'année 2014. Elle ne permet donc pas de faire un bilan du quinquennat mais en constitue un point d'étape éclairant. Le rapport fait ainsi le portrait d'une Fonction Publique affaiblie par les politiques d'austérité successives sans que les quelques mesures prises depuis 2012 modifient aujourd'hui sensiblement la donne.

Ainsi, défendre à tous crins la réduction des dépenses publiques et donc réduire le nombre de fonctionnaires et les budgets des administrations, c'est se résoudre à avoir moins de services sur l'ensemble du territoire:

- Moins d'écoles et moins de structures d'accueil de la petite enfance
- Moins d'hôpitaux et de structures pour les personnes âgées et moins de personnels de soins , etc ...etc

REDUIRE LE NOMBRE DE SERVICES EST BIEN UN CHOIX DE SOCIÉTÉ DE LA PART DE NOS GOUVERNANTS

Le débat n'est pas « ces fonctionnaires , ils s'arquent sur leurs privilèges!!! » mais plutôt de s'interroger sur les missions à remplir par le service public. Demandez aux postiers par exemple ce qu'ils pensent de l'ouverture à la concurrence et la redéfinition de leurs missions ! Demandez aux agents de Pôle Emploi ce qu'ils pensent du miracle de la fusion entre ANPE et ASSEDIC!!!!

REGARDONS DE MANIÈRE LUCIDE NOTRE DEPARTEMENT: Une démographie en berne, un vieillissement de la population , l'isolement inéluctable de certaines communes par la fermeture de tous les services publics de proximité ... Au profit de qui ? De quoi? De la dématérialisation des services publics? La belle affaire!!!



« Il y a trop de fonctionnaires en France ? »

Dire qu'il y a trop de fonctionnaires est donc une posture idéologique qui réduit la fonction publique à un coût sans se pencher sur les besoins sociaux auxquelles elle répond.

À l'origine, il y a ce constat, 5,4 millions d'emplois dans la fonction publique en France. C'est un record en Europe. C'est un cinquième de l'emploi total. Un chiffre qui donne le vertige à certains. Et qui se traduit par le fait que le poids des rémunérations publiques rapporté au PIB fait partie des plus élevées du monde développé. Alors, couper 300.000 emplois publics en 5 ans, autrement dit 5,5%, de l'emploi peut sembler non seulement nécessaire, mais qui plus est facile. **Un objectif intenable ?** Parce qu'on se leurre d'abord sur le sureffectif public. Certes le poids de nos rémunérations publiques est important. Mais lorsqu'il ne l'est pas chez les autres, il faut alors s'interroger sur le poids de la sous-traitance, qui n'est rien moins qu'une embauche indirecte, comptabilisée en consommation intermédiaire, dont on aurait tort de penser qu'elle est systématiquement plus efficace et moins coûteuse pour le citoyen. Ensuite, il faut rapporter le nombre d'agents à la population. Ce que l'on ne sait pas bien faire, car les statuts sont très variables d'un pays à l'autre. Néanmoins l'extravagance française paraît bien moins extravagante. Surtout si au lieu de se centrer sur les fonctionnaires, on se focalise sur l'emploi que mobilisent les différents pays sur les grandes fonctions de l'État, indépendamment de du statut privé ou public : dans l'administration, la santé, l'éducation, l'action sociale notamment, il apparaît immédiatement que la France n'est pas mieux dotée en ressources humaines que les autres, et même plutôt moins bien loties que beaucoup d'autres grands pays.

Ce qui explique aussi que lorsqu'il est difficile de trouver la fonction on crée une pénurie, voire souhaités, ni souhaitables. Cela droites sont les premiers à de l'état aux collectivités territoriales alors même qu'ils se fédèrent 500.000 postes en moins !



que l'on veut couper dans les effectifs il tion superflue et que même assez sou- des déserts administratifs qui ne sont ni explique aussi que beaucoup d'élus de monter au créneau lorsque la dotation toriales est très légèrement rabotée, derrière le chiffre de 300.000 ou

« Avoir la sécurité de l'emploi à vie dans la même fonction entraîne de la démotivation et aboutit à un travail inefficace »

La précarité décuplerait-elle la motivation des salariés? C'est en réalité l'inverse qui se produit.

L'action publique doit assurer une égalité de traitement de tous les usagers sur tout le territoire. La sécurité matérielle des salariés est ainsi indispensable au bon fonctionnement du service public. L'action publique a besoin de continuité et nécessite un investissement sur la durée. Tout cela justifie et explique certains aspects du statut du fonctionnaire comme la séparation du grade et de l'emploi ainsi que la garantie de l'emploi. Et si l'on s'appuyait sur le sens du service public et le désir qu'ont les fonctionnaires comme la plupart des salariés de bien faire leur travail?

« Réduire les dépenses publiques est la seule solution pour que l'Etat fasse des économies ? »

La mise en œuvre de ce principe impulsé sous l'ère Sarkozy n'a fait que dégrader la qualité du service public sans produire d'effet significatif sur la dette. Ces économies ont abouti à l'alourdissement des tâches des fonctionnaires, à l'abaissement de leur rémunération et à la détérioration de la qualité et de la densité des services publics. Selon le rapport sur le bilan de la Révision Générale des Politiques Publiques, ces économies s'élèvent à 11.9 milliards d'euros de 2009 à 2012 soit moins de 4 milliards par an alors que le déficit atteignait cette année là 87.6 milliards d'euros selon l'INSEE. Comme l'a montré l'audit du collectif pour un audit citoyen de la dette publique, la plus grande partie de celle-ci résulte non pas des dépenses de l'Etat mais des cadeaux fiscaux faits ces dernières années aussi bien aux entreprises qu'aux plus favorisés. Ce total des exonérations s'élevait ainsi à 73 milliards d'euros par an selon le rapport parlementaire consacrée à ce sujet. (mission d'information sur les niches fiscales présidée par Didier Migaud- rapport remis le 5/06/2008)